



Convention pour la mise à disposition des installations de génie civil du SIEA

Convention Cadre

Entre les soussignés,

Le Syndicat Intercommunal d'Énergie et de e-communication de l'Ain (SIEA), situé 32 Cours de Verdun – 01006 BOURG EN BRESSE CEDEX, représenté aux fins des présentes par Monsieur Walter Martin, Président, dûment habilité à cet effet, par délibération du Comité Syndical du 16 février 2024

Ci-après dénommée « la Collectivité » ou « le SIEA »

d'une part,

Et

Ci-après dénommée "l'Opérateur"

d'autre part.

ci-après collectivement dénommées « Parties » ou individuellement « Partie »

Sommaire

Préambule	4
Définitions	5
Article 1 - Objet	6
Article 2 - Durée	6
Article 3 - Principes généraux d'accès et d'utilisation des installations	7
3.1 Désignation des interlocuteurs des Parties	7
3.2 Prévention des risques	7
3.3 Modalités d'accès aux installations du SIEA	7
3.4 Informations mises à disposition de l'Opérateur par le SIEA	18
Article 4 - Entretien et maintenance des Installations de génie civil.....	18
4.1 Principes généraux.....	18
4.2 Maintenance préventive	18
4.3 Maintenance curative	19
4.4 Réponse aux DT/DICT (Déclarations de projet de travaux / Déclarations d'intention de commencement de travaux).....	21
4.5 Modification des Tronçons.....	21
Article 5 - Redevance et modalités de paiement	22
5.1 Redevance d'occupation du Génie Civil.....	22
5.2 Tarifs annexes	22
5.3 Modalités de paiement	23
Article 6 - Pénalités	23
6.1 Pénalités à la charge de l'Opérateur	23
6.2 Pénalités à la charge du SIEA.....	26
Article 7 - Responsabilité - Assurances	27
Article 8 - Modification.....	28
Article 9 - Sanctions en cas de manquement de l'opérateur	28
Article 10 - Résiliation de la Convention ou d'une Liaison.....	28
10.1 Résiliation à l'initiative de la Collectivité	28
10.2 Renoncement à l'exécution de la Convention à l'initiative de l'Opérateur	29
Article 11 - Sort des Équipements au terme de la Convention ou d'une Liaison	30
11.1 Obligation d'enlèvement.	30
11.2 Sanction en cas de non-respect de l'obligation d'enlèvement.	30
Article 12 - Force majeure.....	31
Article 13 - Élection de domicile.....	31
Article 14 - Règlement des litiges	32
Article 15 - Confidentialité	32
Article 16 - Effet de l'arrivée du terme ou de la résiliation	33

Article 17 -	Notification	33
Article 18 -	Annexes	33

Préambule

En application des articles L. 1425-1 et L. 2221-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, le SIEA a décidé en 2007 de gérer lui-même le service public industriel et commercial de desserte en communications électroniques des communes de l'Ain qui lui ont confié la compétence correspondante.

C'est dans ce contexte qu'en application de la décision ARCEP n°2009-1106, modifiée par la décision n° 2013-1475 de l'ARCEP, et de la décision ARCEP n°2010-1312, complétées par les lignes directrices de l'ARCEP du 7 décembre 2015 relatives à la tarification des réseaux d'initiative publique, le SIEA a publié une offre qui détaille les principes techniques, opérationnels, tarifaires et juridiques qu'il propose aux opérateurs souhaitant obtenir un accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique déployées par le SIEA dans certaines communes du département de l'Ain, dans les immeubles bâtis résidentiels, entreprises ou mixtes comportant des logements ou locaux à usage professionnel en vue de desservir un Client Final.

Sur la base de cette offre, et conformément aux dispositions de l'article L. 34-8-2-1 du code des postes et des communications électroniques, le SIEA met à disposition de l'Opérateur, l'accès à ses infrastructures de Génie Civil souterraines et aériennes. Cette mise à disposition obéit aux règles énoncées aux articles L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales et est exemptée des règles de procédure et de mise en concurrence relatives à l'occupation du domaine public en application de l'article L. 2122-1-3-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Cette Convention s'applique à toutes les installations de Génie Civil de la Collectivité. Elle ne peut être utilisée par l'Opérateur que pour cet objet.

En considération de quoi les Parties sont convenues de ce qui suit.

Définitions

Les termes définis ci-après et figurant dans la Convention auront la même signification qu'ils soient utilisés au singulier ou au pluriel. Pour les besoins des présentes, les termes suivants auront la définition ci-après mentionnée :

Convention : Désigne l'ensemble des dispositions énoncées par la présente Convention cadre, étant précisé que le préambule et les annexes en font partie intégrante.

Les dispositions de la Convention expriment l'intégralité de l'accord conclu entre les Parties relatives à l'objet de la Convention. Les documents contractuels sont par ordre décroissant : la présente Convention cadre et ses annexes étant entendu qu'en cas de contradiction entre elles, les documents de rang supérieur prévaudront.

Alvéole : orifice de pénétration du fourreau dans la chambre.

Chambre : ouvrage de génie civil enterré permettant le tirage et le raccordement de câbles.

Équipements : câbles supports de communications électroniques (paires téléphoniques en cuivre, guide d'onde coaxial ou fibres optiques) et éléments strictement nécessaires au raccordement des câbles.

Filin d'aiguillage (appelé « **Aiguille** ») : dispositif souple permettant le tirage de câbles dans un Fourreau.

Fourreau : désigne toute gaine ou tout tube souterrain dont le diamètre permet d'accueillir un ou plusieurs câbles de communications.

Installations : désigne les installations de génie civil notamment les Alvéoles, les Fourreaux, les Chambres et les bornes de raccordement dans lesquels transitent les câbles de communications électroniques, mais également les supports aériens des réseaux de télécommunications et d'éclairage public.

Jours et Heures ouverts : du lundi au vendredi (hors jours fériés) de 8H à 17H30.

Liaison : désigne l'accès aux Installations dans un Tronçon. L'installation d'un câble optique posé par l'Opérateur transitant dans plusieurs Chambres nécessite donc la souscription de plusieurs Liaisons, à raison d'une Liaison pour chaque couple de Chambres consécutives du SIEA traversées.

Manchon : dispositif assurant la protection mécanique et permettant le raccordement soit d'un câble à un autre câble de même capacité, soit d'un câble à plusieurs câbles de capacité inférieure. Il s'agit d'un dispositif sur lequel un opérateur n'intervient qu'une fois, sauf dans le cadre d'une opération de maintenance suite à dérangement

Masque (d'une chambre) : ensemble physique groupé d'alvéoles au niveau de la paroi intérieure d'une chambre.

Nœud de Raccordement : Bâtiment situé en amont du réseau d'accès dans lequel les câbles supports de communication électroniques sont raccordés aux équipements actifs de l'opérateur.

Plan de masque : vue d'un masque avec, sous réserve de disponibilité, indication des fourreaux libres, occupés, réservés ou inutilisables.

Plan itinéraire : plan des installations de la Collectivité constitué d'une ou plusieurs planches comprenant éventuellement l'indication des nombres de fourreaux existants et leurs diamètres.

Réseau de collecte : infrastructure de communications électroniques ayant pour objet l'interconnexion des Nœuds de Raccordement.

Réseau de desserte : infrastructure de communications électroniques ayant pour objet le raccordement d'un utilisateur final à un Nœud de Raccordement.

Tronçon : ensemble des Alvéoles entre deux Chambres consécutives du SIEA.

Support aérien : poteau supportant un ou plusieurs câbles de télécommunications

Article 1 - Objet

La présente Convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Collectivité accorde un droit d'utilisation de son génie civil à l'Opérateur dans les Installations souterraines et aériennes qu'elle a établie. Le périmètre d'application du présent contrat est le suivant:

- Déploiement de réseau sur câbles en Fibres Optiques pour le raccordement de clients d'affaires afin de leur fournir un service de communication électronique (raccordement dit FTTO).
- Déploiement de réseau sur câbles en Fibres Optiques pour le raccordement d'éléments de réseaux (points hauts mobiles et radios, réseaux privés de l'Opérateur).
- Déploiement de réseau sur câbles en Fibres Optiques pour adducter les PM pour le transport dans le cadre d'un contrat de Mutualisation Passive d'accès aux lignes FTTH du SIEA.
- Déploiement de réseau sur câbles en Fibres Optiques pour adducter les PRDM pour la collecte dans le cadre d'un contrat de Mutualisation Passive d'accès aux lignes FTTH du SIEA.
- Déploiement de réseau sur câbles en Fibres Optiques pour adducter un NRA pour la collecte de la boucle locale cuivre.
- Déploiement de réseau sur câbles en cuivre ou fibres pour permettre la réparation ou le changement de câbles cuivre défectueux
- Déploiement de réseau sur câbles en cuivre pour permettre le raccordement d'immeuble neuf (immeuble, habitation, bâtiment professionnel) dès lors que la consultation ARCEP n'a pas été réalisée par le SIEA

La Convention définit également les conditions dans lesquelles l'Opérateur installe ses Équipements dans ces Installations.

Au cas où des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'application de cette Convention entreraient en vigueur pendant l'exercice de la présente Convention, les Parties s'engagent à se rapprocher pour modifier, si nécessaire, en conséquence, les termes de la présente.

Article 2 - Durée

Dès sa signature par les deux parties, elle sera notifiée par la collectivité à l'Opérateur et entrera en vigueur à cette date de notification.

Elle est conclue pour une durée de dix ans (10) renouvelables une (1) fois, sur demande de l'Opérateur, par décision expresse du SIEA à compter de sa date d'entrée en vigueur.

En tout état de cause, l'Opérateur reconnaît expressément n'avoir aucun droit au renouvellement tacite de la présente Convention. En conséquence l'Opérateur reconnaît et accepte ne pouvoir prétendre à aucune indemnité du fait du non-renouvellement de celle-ci.

Article 3 - Principes généraux d'accès et d'utilisation des installations

3.1 Désignation des interlocuteurs des Parties

Les Parties désignent les interlocuteurs aux fins de traitement des commandes (commandes d'études, commandes structurantes, commandes simples, etc.) accessibles pendant les Jours et Heures Ouvrés ainsi que pour le suivi de la mise en œuvre de la Convention en période de maintenance (téléphone, fax, mail...), notamment en cas d'urgence.

Les coordonnées de ces interlocuteurs figurent en Annexe 4.

Les Parties s'engagent à actualiser ces informations en tant que de besoin.

3.2 Prévention des risques

Dans le cadre de toute intervention sur les installations exécutée au titre de la présente Convention, l'Opérateur assume la responsabilité pleine et entière :

- de la sécurité de ses agents et de ceux de son (ou ses) sous-traitant(s) et des sous-traitants éventuels de ces derniers et prend notamment toutes les dispositions nécessaires pour faire respecter les règles en vigueur, en matière de sécurité et d'hygiène et de conditions de travail en conformité avec les conditions édictées par le Code du Travail.
- de la prévention des risques liés à l'hygiène et la sécurité des personnes et des biens visés notamment dans les règles d'ingénierie GC situées en annexe. A ce titre, l'Opérateur établit les plans de prévention conformément à la législation en vigueur et les fait signer par ses sous-traitants éventuels. A cette fin, le SIEA fournit dans la Convention des informations relatives à l'élaboration du plan de prévention de l'opérateur.
- du respect des règles de l'art pour l'ensemble des travaux réalisés par l'Opérateur et de ses sous-traitants quel que soit leur rang ainsi que des plans de prévention.
- du respect des mesures préalables applicables en matière de sécurité des personnes et des biens, de circulation et plus généralement de toute disposition législative ou réglementaire. Il assume seul la responsabilité en cas de non-respect de ces dernières.
- des nuisances et conséquences éventuelles que le chantier ouvert - et plus généralement les travaux exécutés par l'Opérateur - peuvent engendrer vis-à-vis des tiers et des réseaux déjà installés dans les installations.

De manière générale l'Opérateur fait son affaire personnelle d'identifier les risques complémentaires et en assure la prévention, sans que la responsabilité du SIEA ne puisse être engagée suite à l'absence de préconisations spécifiques, en dehors des cas où la faute du SIEA est dûment prouvée par l'Opérateur.

Tous les travaux et opérations de maintenance effectués par l'Opérateur donneront lieu à l'établissement d'un plan de prévention conformément aux dispositions contenues dans la présente Convention.

3.3 Modalités d'accès aux installations du SIEA

Les commandes d'accès devront être réalisées par l'Opérateur par le biais du portail WebOpérateur disponible à l'adresse suivante : <https://gc.liain.fr>.

Le processus de passation des commandes est le suivant :

1. Dépôt d'un ou plusieurs Plan de Prévention des Risques
2. Commande d'étude
3. Commande structurante ou commande simple

4. Dossier de fin de travaux

3.3.1 Définition des commandes simples et structurantes

Il existe deux types de commande : commande simple et commande structurante.

La commande simple concerne uniquement les opérations qui ne modifient pas le génie civil existant (aucun percement de grand pied droit de chambre, aucune dépose de câble à zéro, pas de création de fourreaux, etc...)

La commande structurante concerne toutes les opérations qui modifient le génie civil existant (création de fourreau, modification ou remplacement de support percement de grand pied droit de chambre, etc.).

3.3.2 Conditions d'intervention

3.3.2.1 Plan de Prévention

Les conditions d'intervention dans les Installations sont identiques pour l'ensemble des interventions de l'Opérateur ou de ses Sous-traitants en phase d'Études, de travaux et pour le SAV. Ces interventions doivent se faire dans le respect, de l'ensemble des présentes aux conditions en vigueur au moment de l'intervention.

Afin de faciliter la gestion des Plans de Prévention par les deux Parties, les Plans de Prévention auront une durée de validité de trois (3) années. La date de début du Plan de Prévention ne doit pas nécessairement correspondre au premier jour de l'année calendaire. Le SIEA recommande de l'établir avec une date de début correspondant à la date de réalisation du Plan de Prévention. Le SIEA recommande également qu'un seul Plan de Prévention soit réalisé par sous-traitant sans distinguer le type de déploiement que l'Opérateur souhaite réaliser sauf si ce type de déploiement est susceptible d'entraîner des risques différents pour les intervenants.

Un exemple de Plan de Prévention est disponible en Annexe 5.

Préalablement à toute intervention sur les Installations, l'Opérateur s'engage à faire parvenir au SIEA, via le Web Opérateur du SIEA un Bon de Commande de « Fourniture d'un Plan de Prévention » dûment rempli, accompagné par :

- un Plan de Prévention pour chacun de ses sous-traitants au format PDF si ce document n'a pas été préalablement fourni, si le document précédemment fourni a atteint sa date de fin de validité ou a dû être actualisé. L'Opérateur a l'entière responsabilité d'actualiser ses Plans de Prévention, de veiller à ce que chaque Plan de Prévention couvre l'ensemble de ses chantiers (risques spécifiques liés aux travaux sur la voie publique, à la manutention, à l'environnement électrique, aux travaux particuliers et aux travaux en hauteur) et de veiller à leur date de fin de validité.
- l'engagement pris par le sous-traitant et les sous-traitants éventuels de ce dernier pour le respect de l'ensemble des dispositions de la Convention. Un modèle de déclaration des engagements du sous-traitant de l'Opérateur est fourni en Annexe 5 des présentes.

Pour ses interventions commencées avec un Plan de Prévention venant à expiration à brève échéance, l'Opérateur :

- passera sa Commande d'Études ou Commande Simple ou Commande Structurante avec la référence de son Bon de Commande de « Fourniture de Plan de Prévention » de son Plan de Prévention en cours de validité, et
- établira et communiquera au SIEA, un nouveau Plan de Prévention couvrant ses Études ou travaux se poursuivant au-delà de la date de fin de validité du Plan de Prévention en vigueur le jour de sa Commande d'Études, Commande Structurante ou Commande Simple.

Après réception par le SIEA d'un nouveau Plan de Prévention, le SIEA se réserve le droit d'examiner le contenu du Plan de Prévention fourni par l'Opérateur et d'émettre des remarques sur le Plan de Prévention fourni en cas d'absence ou d'imprécisions concernant notamment :

- l'état civil des intervenants
- les numéros d'urgence à prévenir
- la disponibilité ou les consignes d'utilisation des appareils ou des matériels de protection des travailleurs.

Au cas où les remarques émises par le SIEA ou son représentant seraient trop importantes pour la sécurité des personnes et/ou des biens, le SIEA refusera le Plan de Prévention proposé et pourra être amenée à arrêter les chantiers en cours. L'Opérateur devra alors corriger et compléter son Plan de Prévention avant de déposer toute autre Commande d'Études, Commande Simple ou Commande Structurante sur la Zone de commande ou de reprendre les chantiers précédemment arrêtés.

Au cas où le SIEA détecte que l'Opérateur n'a pas ou plus de Plan de Prévention en cours de validité sur la Zone de Commande, le SIEA refuse les Commandes d'Études, Commandes Simples ou Commandes Structurantes sur cette Zone de Commande.

Le SIEA a toute latitude pour contrôler sur le chantier de l'Opérateur, les règles de sécurité liées aux interventions de ce dernier. Le SIEA se réserve la possibilité de prendre rendez-vous sur le chantier avec l'Opérateur ou avec son sous-traitant.

En cas d'impossibilité de présenter sur le chantier la référence de la Commande autorisant l'Opérateur à intervenir, le chantier est immédiatement arrêté conformément aux stipulations de l'Article 9 -. En cas d'impossibilité de présenter un Plan de Prévention en cours de validité par l'Opérateur sur le chantier, le SIEA adresse une non-conformité simple à l'Opérateur conformément à l'Article 9 -. L'Opérateur doit dans un délai de 24 heures, prendre contact avec le représentant du SIEA l'ayant contrôlé, pour lui présenter le Plan de Prévention. Pour la troisième impossibilité de présentation d'un Plan de Prévention en cours de validité par l'Opérateur sur le chantier et les suivantes, le SIEA facturera une pénalité à l'Opérateur par dérogation à l'Article 9 -.

Le SIEA pourra aviser l'Opérateur qu'un Plan de Prévention arrive à échéance prochainement. Toutefois et même en l'absence d'émission de cet avis par le SIEA l'Opérateur reste seul responsable de l'établissement d'un nouveau Plan de Prévention.

3.3.2.2 Autorisation des gestionnaires de domaine

L'Opérateur s'assure auprès de l'autorité gestionnaire du domaine des conditions d'interventions sur les domaines publics routier et non routier et des mesures préalables applicables en matière de sécurité des personnes et des biens. Il en assume seul la responsabilité.

L'Opérateur adresse les demandes de renseignements prévues par les articles R. 554-20 à R. 554-34 du code de l'environnement auprès des concessionnaires et utilisateurs du domaine concerné par ces interventions. Il en assume seul la responsabilité.

3.3.2.3 Accompagnement

L'accompagnement d'un représentant du SIEA est facturé à l'Opérateur selon les modalités définies à l'Article 5 - des présentes.

En cas d'inobservation par l'Opérateur des prescriptions de la Convention, l'agent du SIEA chargé d'accompagner l'Opérateur peut prendre toutes mesures visant à protéger l'intégrité du réseau et décider d'interrompre les travaux sans préjudice de l'application de l'Article 9 -.

Dans tous les cas d'accompagnement par le SIEA, l'Opérateur fait son affaire de la localisation et de l'ouverture des Chambres souhaitées, indiquées sur le Plan Itinéraire initialement fourni par le SIEA, y compris dans le cas de Chambres recouvertes par le bitume, par des constructions diverses, par la

végétation, par des arbustes ou des haies ou par des matériaux de chantier en cours. L'Opérateur doit ainsi vérifier la cohérence des Plans Itinéraires qui lui ont été remis.

Dans tous les cas d'accompagnements, l'Opérateur est seul responsable des conditions d'intervention, notamment la sécurité concernant le chantier et l'ensemble des intervenants.

Si le représentant de l'Opérateur venait à être absent au rendez-vous fixé avec le représentant du SIEA pour cet accompagnement, l'Opérateur devrait au SIEA des pénalités dont le montant est fixé dans l'Article 6 -.

3.3.2.4 Difficultés d'intervention sur infrastructure souterraine : cas général

L'Opérateur fait son affaire des Chambres non indiquées sur les Plans Itinéraires fournis par le SIEA. Pour toutes les Chambres non accessibles quelle qu'en soit la raison (travaux de voirie avec ou sans coordination de sécurité, entrepôt provisoire de matériaux, stationnement gênant de véhicules, échafaudage, etc.), l'Opérateur prend contact avec le gestionnaire de voirie, sous sa seule responsabilité.

Le SIEA n'intervient pas, sous quelque forme que ce soit, pour traiter les problèmes d'intervention, l'Opérateur ou ses sous-traitants devant être équipés des matériels nécessaires à leurs interventions.

L'identification du propriétaire des Chambres non indiqués sur les Plans Itinéraires fournis par le SIEA est à la charge de l'Opérateur.

Dans tous les cas, l'Opérateur fait son affaire des Chambres inondées et/ou insalubre. Si besoin, l'Opérateur assure toutes les opérations de pompage et/ou de nettoyage utiles à ses frais, en respectant toutes les règles de sécurité adaptées et en évitant tout dégât pour les riverains. En cas de sinistre causé par ces opérations de pompage et/ou de nettoyage, l'Opérateur assure financièrement et opérationnellement les conséquences.

En cas d'absence d'échelle ou en présence d'aléa concernant une utilisation normale de celle-ci, l'Opérateur fait son affaire du matériel nécessaire pour descendre dans la Chambre, sous sa seule responsabilité et sans intervention du SIEA.

L'Opérateur ne pourra pas se retourner contre le SIEA à cause d'un retard dû à toute difficulté d'intervention : l'Opérateur se doit en toutes circonstances, d'être équipé en conséquence pour assurer la sécurité de son personnel et/ou celle du personnel de son sous-traitant ainsi que le respect de son planning de travaux.

En cas d'impossibilité de refermer la Chambre, ou après fermeture de la Chambre, en cas de problème de sécurité lié au retrait du bitume recouvrant initialement la Chambre, l'Opérateur laisse les protections de chantier et assure toute la sécurité nécessaire jusqu'à l'intervention du SIEA.

3.3.2.5 Difficultés d'intervention sur infrastructure souterraine : Chambres recouvertes par de l'enrobé

Pour les Chambres recouvertes par de l'enrobé, l'Opérateur est autorisé à assurer leur décapage en phase études et/ou en phase travaux à charge pour lui d'assurer la coordination du chantier et la remise en état de l'enrobé.

En parallèle, l'Opérateur transmet une notification au SIEA pour rehausse de cadre et Tampons avec photos de la Chambre après décapage et après remise en forme de l'enrobé via l'interface du portail « gc.liain.fr » en utilisant le type « Chambre Recouverte ».

A réception de cette notification, le SIEA décidera de rehausser ou non les cadre et tampons et ne prendra pas d'engagement de rehausse de la Chambre. Le SIEA n'avise l'Opérateur ni de sa décision de rehausser la Chambre ni de la date de réalisation si le SIEA décide d'engager des travaux.

Lorsque l'Opérateur a terminé son intervention, il doit recouvrir la Chambre avec de l'enrobé afin de garantir la sécurité des utilisateurs du domaine. Il doit se conformer au règlement de voirie en vigueur pour assurer ce recouvrement de Chambre. En cas d'absence de recouvrement de la Chambre par de

l'enrobé ou en cas de mauvaise réalisation de pose de cet enrobé concernant la sécurité des usagers du domaine, la responsabilité de l'Opérateur sera systématiquement recherchée.

L'Opérateur doit également remettre en parfait état les dégâts de chaussée occasionnés par une erreur de localisation de sa part.

3.3.2.6 Difficultés d'intervention sur infrastructure souterraine : conduite cassée en domaine public

En cas de conduite cassée en domaine public l'Opérateur émet une notification via l'interface du portail « gc.liain.fr » en utilisant le type « Conduite cassée » et en joignant l'annexe « Fiche_Conduite_Cassée » dûment complété.

L'Opérateur doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires (aiguillage rigide, air sous pression, hydro-curage, etc...) permettant de s'assurer que la conduite est effectivement cassée et non pas bouchée.

Le SIEA effectuera une visite contradictoire sur site et communiquera la date à l'Opérateur 5 Jours Ouvrés avant la visite.

Dans le cas où l'Opérateur ou son Sous-traitant émet une notification pour « Conduites cassées » et que la visite sur place conclut à une conduite bouchée, l'Opérateur est facturé d'un déplacement à tort au tarif horaire et d'un forfait pour hydro-curage tel que définis au chapitre 5.2

Le SIEA prend en charge la réparation. Un retour d'étude est communiqué à l'opérateur sous 15 Jours Ouvrés à compter de la notification avec un prévisionnel de réalisation si la réparation est possible. L'Opérateur sera ensuite avisé de la date de réalisation effective des travaux.

Dans le cas où le SIEA ne ferait pas un retour d'étude dans les délais, les pénalités définies au chapitre 6.2 s'appliquent sur demande expresse de l'Opérateur.

3.3.2.7 Difficultés d'intervention sur infrastructure aérienne : cas général

L'Opérateur fait son affaire des Supports Aériens non indiqués sur les Plans Itinéraires fournis par le SIEA. Pour toutes les Supports Aériens non accessibles quelle qu'en soit la raison (travaux de voirie avec ou sans coordination de sécurité, entrepôt provisoire de matériaux, stationnement gênant de véhicules, échafaudage, etc.), l'Opérateur prend contact avec le gestionnaire de voirie, sous sa seule responsabilité.

Le SIEA n'intervient pas, sous quelque forme que ce soit, pour traiter les problèmes d'intervention, l'Opérateur ou ses sous-traitants devant être équipés des matériels nécessaires à leurs interventions.

L'identification du propriétaire des Supports Aériens non indiqués sur les Plans Itinéraires fournis par le SIEA est à la charge de l'Opérateur.

En cas de dommages empêchant l'utilisation du Support Aérien, l'Opérateur se référera à l'Annexe 3 relative aux Règles d'Ingénierie du réseau aérien pour déterminer quelle est la marche à suivre pour la réparation ou le remplacement du support aérien.

L'Opérateur ne pourra intervenir en lieu et place du SIEA sur un support Aérien endommagé qu'après demande expresse au SIEA en effectuant une commande structurante.

L'Opérateur ne pourra engager la responsabilité du SIEA à cause d'un retard dû à toute difficulté d'intervention : l'Opérateur se doit en toutes circonstances, d'être équipé en conséquence pour assurer la sécurité de son personnel et/ou celle du personnel de son sous-traitant ainsi que le respect de son planning de travaux.

3.3.3 Modalités de commandes d'accès au Génie Civil du SIEA

3.3.3.1 Dépôt du Plan de Prévention

Le Plan de Prévention est le prérequis à toute commande. Un Plan de Prévention signé par chaque entreprise susceptible d'intervenir dans les infrastructures du SIEA pour le compte de l'Opérateur devra être déposé par l'Opérateur sur le portail WebOpérateur du SIEA pour validation par le SIEA.

Une fois validé, chaque Plan de prévention a une durée de validité de trois (3) ans. Chaque Commande d'Etude devra faire référence à un ou plusieurs Plan de Prévention valide. Chaque Commande structurante ou chaque commande simple devra se référer à un seul plan de prévention valide. La validité d'une commande ne pourra excéder la validité du ou des Plan de Prévention correspondant. Dans le cas d'une commande d'étude ayant plusieurs plans de préventions associés, la date faisant foi sera celle du plan de prévention le plus récent.

3.3.3.2 Commande d'Etude

Pour pouvoir réaliser une étude d'utilisation des infrastructures du SIEA, l'Opérateur doit au préalable effectuer une Commande d'Etude dans le portail WebOpérateur du SIEA en utilisant le formulaire en ligne.

L'opérateur indique dans sa commande la commune, objet de la Commande, ainsi que le Plan de Prévention de chaque entreprise susceptible d'intervenir pour le compte de l'opérateur dans le cadre de cette étude. Sauf refus motivé par le SIEA, la commande est automatiquement validée dans les 48h ouvrées.

Une fois la Commande d'Etude validée, l'Opérateur est autorisé à réaliser les études préalables nécessaires à l'utilisation des infrastructures du SIEA. Pour cela, les entreprises prestataires de l'Opérateur et mentionnées dans les Plans de Prévention rattachés à la Commande d'Etude sont autorisées, tant que leur Plans de Prévention respectifs sont valides, à accéder aux installations du SIEA, notamment en ouvrant les chambres situées sur la zone objet de l'étude et en procédant à l'aiguillage des fourreaux qu'ils souhaitent étudier afin de déterminer leur disponibilité. Ces opérations sont réalisées par les entreprises à la charge de l'Opérateur et sous son entière responsabilité. L'Opérateur doit, notamment, s'assurer que les entreprises ne portent aucune atteinte aux équipements (câbles et boîtiers) présents dans les fourreaux ou sur les supports lors de ces opérations.

L'Opérateur est autorisé à réaliser les études préalables sur les infrastructures du SIEA concernées par la demande d'étude pendant une durée d'un (1) an à compter de la date de validation par le SIEA.

3.3.3.3 Commande Structurante

Sur la base de son étude, l'Opérateur pourra passer une Commande Structurante dans le WebOpérateur du SIEA en utilisant le formulaire en ligne.

Cette Commande Structurante a pour objectif d'indiquer au SIEA les installations auxquelles l'Opérateur souhaite avoir recours et les travaux qu'il envisage de réaliser pour y installer ses équipements. Pour cela l'Opérateur utilise le modèle CS1 présenté en annexe.

Dans le cas de l'utilisation des infrastructures souterraines, pour toutes les chambres pour lesquelles l'Opérateur souhaite simplement faire passer un ou plusieurs câbles conformément au cahier des charges GC fourni en Annexe 1 et aux Règles d'Ingénierie définies en Annexe 2 et en Annexe 3, la fourniture d'une Fiche d'Occupation d'Alvéole est facultative. Pour tous les autres cas et notamment les cas où l'Opérateur souhaite réaliser des travaux de Génie Civil (exemple : percuter la chambre) ou installer un boîtier optique ou laisser un love, conformément au cahier des charges GC fourni en Annexe 1 et aux Règles d'Ingénierie définies en Annexe 2 et en Annexe 3, l'Opérateur doit fournir une Fiche d'Occupation d'Alvéole conformément au modèle présenté en Annexe 5. Cette Commande Structurante doit respecter le cahier des charges GC fourni en Annexe 1 et les Règles d'Ingénierie définies en Annexe 2.

Une fois la Commande Structurante renseignée et l'ensemble des annexes fournies, le SIEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour valider ou refuser la Commande Structurante. L'opérateur peut

intervenir sur le terrain dès la validation de la commande structurante. Il dispose alors de 80 jours ouvrés pour réaliser les travaux.

Un délai supplémentaire pour la réalisation des travaux peut être demandé, en effectuant une notification dans le portail « GC » dans un délai maximum de 60 (soixante) Jours Ouvrés à compter de la date d'acceptation par le SIEA du Bon de Commande d'Accès aux Installations. Le délai supplémentaire court à partir de l'acceptation de demande de prolongation.

Pour permettre au SIEA de s'organiser pour tenir ces délais, l'Opérateur s'engage à communiquer au SIEA, par mail dans un premier temps et par le biais du portail ensuite, ses prévisions mensuelles de Commandes Structurantes pour les deux trimestres suivants au plus tard le 1^{er} jour ouvré du mois précédent le début du trimestre.

Le SIEA est en mesure de traiter jusqu'à 10 Commandes Structurantes par période glissante de 23 jours ouvrés. Si l'Opérateur dépose plus de 10 Commandes Structurantes dans une période glissante de 23 jours ouvrés ou si le nombre de commandes déposées par l'Opérateur excède de plus de 10% les prévisions de commandes, le SIEA n'est pas tenu de respecter les délais définis ci-dessus et aucune indemnité n'est due par le SIEA à ce titre.

3.3.3.4 Commande Simple

Sur la base de son étude, l'Opérateur pourra passer une Commande Simple dans le WebOpérateur du SIEA en utilisant le formulaire en ligne.

La commande simple n'impose pas de fournir un formulaire préalable type CS1 et/ou FOA pour validation préalable du SIEA. Une fois la Commande Simple renseignée, le SIEA dispose d'un délai de 10 jours ouvrés pour valider ou refuser la Commande Simple. L'Opérateur peut commencer à intervenir sur le terrain dès la validation de sa Commande Simple. L'Opérateur dispose alors de 50 jours ouvrés à partir de la date de commande pour réaliser les travaux.

L'Opérateur s'engage à communiquer au SIEA, par le biais du portail, ses prévisions mensuelles de Commandes Simples pour les deux trimestres suivants au plus tard le 1^{er} jour ouvré du mois précédent le début du trimestre.

3.3.3.5 Modification de support aérien

L'Opérateur peut intervenir pour modifier les supports aériens du SIEA si le résultat des études réalisées par l'Opérateur le nécessite (état du poteau, calcul de charge, etc.).

La modification des supports sera aux frais de l'Opérateur contre une compensation financière forfaitaire du SIEA dont le montant est indiqué à l'article 5.2.

Cette modification du support aérien sera à indiquer dans le cadre d'une Commande Structurante.

3.3.3.6 Percement grand pieds droit

Les grands pieds droits d'une Chambre correspondent aux parois verticales de celle-ci présentant la plus grande longueur. Si l'Opérateur souhaite réaliser le percement d'un grand pied droit d'une Chambre, il doit dans un premier temps demander l'accord du SIEA.

Pour cela, il doit réaliser un dossier technique puis effectuer une demande d'accompagnement par un agent du SIEA ou son représentant via l'interface de notification du portail « gc.liain.fr » en utilisant le type « Percement Chambre » et y joignant le dossier technique concerné.

Ce rendez-vous sur site avec un agent du SIEA ou son représentant a pour finalité de valider le dossier technique de l'Opérateur et de contrôler la faisabilité du percement en regard du respect de l'intégrité physique de la Chambre et de l'occupation du pied droit concerné.

Ce déplacement de l'agent du SIEA ou son représentant se fera dans les conditions d'intervention définie au chapitre 3.3.2.3. La date du rendez-vous souhaitée est proposée par l'Opérateur avec un délai minimum de prévenance de 10 (dix) Jours Ouvrés. Le SIEA confirme la possibilité d'accompagner

l'Opérateur à la date demandée dans un délai de 5 (cinq) Jours Ouvrés. En cas de difficulté pour répondre favorablement à la date souhaitée par l'Opérateur, le SIEA contacte dans un délai de 5 (cinq) Jours Ouvrés le correspondant de l'Opérateur ou de son Sous-traitant indiqué sur le Bon de Commande afin de trouver une date de rendez-vous convenant aux deux Parties.

En cas de non-respect du délai pour répondre à la sollicitation de l'opérateur, la pénalité définie au chapitre 6.2 s'applique.

Le dossier technique précise notamment le pied droit concerné et contiendra à minima :

- le plan de masse permettant de localiser la Chambre sur la zone de commande ;
- une photo de la Chambre en situation ;
- une photo du grand pied droit concerné ;
- un plan vu de dessus de la Chambre SIEA et du GC projeté ;
- un dessin du grand pied droit avec la représentation des Masques existants et la localisation précise des percements envisagés avec les principales cotes ;
- des photos des pieds droits et la localisation précise des percements envisagés avec les principales cotes ;
- un dessin en coupe de la Chambre SIEA et du GC projeté avec les principales cotes ;
- le plan indiquant l'emplacement du percement prévu ;
- la technique retenue pour la réalisation du percement.

Ce dossier technique sera explicité, lors de l'accompagnement, au représentant du SIEA qui pourra émettre toutes les remarques utiles sur ce dossier. L'Opérateur devra prendre en compte ces remarques pour la réalisation de ses travaux.

En réponse à la notification le SIEA joindra le compte rendu d'accompagnement dont un exemple est disponible en Annexe 5.

3.3.3.7 Dossier de fin de travaux

Dans un délai de 30 (trente) Jours Ouvrés après la fin des travaux, l'Opérateur établit un Dossier de Fin de Travaux s'appuyant sur la Commande Structurante ou la commande simple mise à jour des éventuelles modifications survenues en phase travaux et la dépose sur le portail Web Opérateur du SIEA.

Si tel n'est pas le cas, les dispositions de l'Article 9 - s'appliquent.

Chaque Dossier de Fin de Travaux doit être rattaché à une Commande Structurante ou à une Commande Simple. Le Dossier de Fin de Travaux comprend :

- un fichier EXCEL, dont un modèle figure en Annexe CS2 ou CSi des présentes avec l'onglet « Fin de Travaux réalisés » mis à jour.
- une nouvelle couche vectorielle reprenant toutes les infrastructures du SIEA mobilisées, enrichie par ses soins pour les travaux réalisés hors création de GC. Le formalisme des fichiers est défini dans le document « Charte de formalisme des fichiers » en Annexe 5 et le contenu de la couche vectorielle est décrit dans les documents « Règles d'ingénierie souterrain » en Annexe 2 et « Règles d'ingénierie aérien » en Annexe 3.
- pour le GC réalisé, la documentation de l'ouvrage réalisé conformément à l'Annexe 1 – Cahier des Charges GC.
- Pour les infrastructures souterraines utilisées :
 - les fiches de relevés de Chambres conformément au modèle décrit en annexe 5 des présentes avec intégration des photos des Chambres et des Masques concernés après travaux, dont a minima :

- toutes les photos de Chambres avec implantation de manchons/PEO/PB/PM sans brassage. Les relevés de masques des Chambres ne sont pas demandés pour la réalisation des fiches de relevé de chambre.
 - toutes les photos de Chambres avec percement. Les relevés de masques des Chambres ne sont pas demandés pour la réalisation des fiches de relevé de chambre.
 - toutes les photos et les relevés de masques logiques des chambres d'extrémités de tubage
 - tous les relevés de Chambres où il n'y pas d'alvéole de manœuvre vide et disponible
 - toutes les photos de Chambres recouvertes par de l'enrobé. Les relevés de masques des Chambres ne sont pas demandés pour la réalisation des fiches de relevé de chambre.
 - toutes les photos de Chambres avec présence de loves en attente ou de boîtiers optiques. Les relevés de masques des Chambres ne sont pas demandés pour la réalisation des fiches de relevé de chambre.
 - Pour les cas non cités ci-dessus les relevés de Chambres ne sont pas demandés.
- les photographies après travaux des panneaux de Chambres (avec une règle graduée visible) sur lesquels l'Opérateur a installé une Protection d'Epissures. Ces photos sont intégrées à la fiche de relevé de chambre.
 - les photographies après travaux des pieds droits des Chambres dans lesquels l'Opérateur a réalisé un percement Ces photos sont intégrées à la fiche de relevé de chambre.
- Pour les infrastructures aériennes utilisées :
 - les calculs de charges des supports aériens utilisés
 - les fiches de supports aériens utilisés conformément au modèle décrit en annexe 5.
 - les comptes rendus de visite technique cosignés par l'Opérateur et le SIEA suite à des percements de grands pieds droits, des percements permettant de raccorder avec plus de 4 Alvéoles un PM de taille importante.

Pour chaque Liaison indiquée dans la Commande Structurante mais non réalisée, l'Opérateur indique dans le Dossier de Fin de Travaux son souhait de demander l'annulation de la dite Liaison en cas d'aléa de travaux dûment justifié dans l'onglet « Fin de Travaux réalisés » de l'Annexe CS2 disponible en Annexe 5. L'annulation est alors effectuée sans pénalité liée à la durée minimale de la Liaison concernée par dérogation à l'Article 10 -.

Le SIEA vérifie le respect du cahier des charges GC fourni en Annexe 1 et des Règles d'Ingénierie définies en Annexes 2 et 3 sur la base du Dossier de Fin de Travaux version 1 fourni par l'Opérateur. Cette vérification est effectuée sur tout ou partie des Installations utilisées par l'Opérateur, de plein droit et selon la volonté du SIEA.

Le délai de traitement du Dossier de Fin de Travaux par le SIEA est de 30 (trente) Jours Ouvrés à compter de l'accusé de réception par le SIEA de la totalité des pièces constitutives du Dossier de Fin de Travaux tel que décrit dans ci-dessus.

Si le Dossier de Fin de Travaux (version 1) fourni par l'Opérateur est incomplet ou inexploitable pour instruction par le SIEA, le SIEA demande à l'Opérateur d'envoyer un nouveau Dossier de Fin de Travaux version 2 prenant en compte ses remarques et demandes de précisions accompagné de la référence du Dossier de Fin de Travaux version 1.

Pour compléter son Dossier de Fin de Travaux, l'Opérateur dispose, à compter de la date de demande de précisions émise par le SIEA, d'un délai de 5 (cinq) Jours Ouvrés.

Le délai de traitement du Dossier de Fin de Travaux par le SIEA est alors de 30 (trente) Jours Ouvrés à compter de la réception par le SIEA du dernier fichier constituant le Dossier de Fin de Travaux mis à jour par l'Opérateur.

Si l'Opérateur ne retourne pas le Dossier de Fin de Travaux mis à jour version 2 dans le délai qui lui est accordé, le SIEA refuse le traitement du Dossier de Fin de Travaux et l'Opérateur devra envoyer au SIEA un Dossier Fin de Travaux version 3 conforme.

Lors de la vérification, si le SIEA détecte une ou plusieurs non-conformités concernant le respect du cahier des charges GC fourni en Annexe 1, des Règles d'Ingénierie définies en Annexes 2 et 3, et plus généralement de la Convention, le SIEA refuse le Dossier de Fin de Travaux proposé et le retourne à l'Opérateur, en joignant un procès-verbal de recette des travaux (modèle joint en Annexe 5 des présentes) complété par un fichier élaboré par le SIEA détaillant les anomalies constatées.

Si l'Opérateur indique "câble non posé" et qu'il laisse apparaître un Tubage (rigide ou souple) dans le Dossier de Fin de Travaux, le SIEA refuse le Dossier de Fin de Travaux en demandant le démontage du Tubage.

Si lors de la vérification sur site, hors rendez-vous avec l'Opérateur, le SIEA détecte une ou plusieurs non-conformités, le SIEA rédige un procès-verbal de recette des travaux (modèle joint en Annexe 5 des présentes) et l'adresse à l'Opérateur, ce dernier acceptant que ce procès-verbal de recette des travaux est recevable et opposable, même en l'absence de sa signature apposée conjointement à celle du SIEA.

Si le SIEA souhaite réaliser une recette conjointe des travaux avec l'Opérateur, les Parties font leur maximum pour assurer toutes les recettes d'une même commune en une seule intervention. Le SIEA convient avec l'Opérateur au moins 10 (dix) Jours Ouvrés avant la date souhaitée, de la date du rendez-vous et envoie à l'Opérateur une confirmation écrite de ce rendez-vous pour vérifier sur site et rédiger conjointement un procès-verbal de recette des travaux. En cas d'impossibilité d'organiser un rendez-vous commun sous 30 jours, le dossier sera refusé.

Dans l'hypothèse où aucun représentant de l'Opérateur ne serait présent sur les lieux du rendez-vous une demi-heure après l'heure du début du rendez-vous convenu, le rendez-vous est annulé et le SIEA convient avec l'Opérateur d'une nouvelle date de rendez-vous. L'Opérateur sera facturé au tarif horaire visé à l'article « Tarifs annexes »

Dans l'hypothèse où aucun représentant du SIEA ne serait présent sur les lieux du rendez-vous une demi-heure après l'heure du rendez-vous convenu, le rendez-vous est annulé et le SIEA considère la recette des travaux comme positive.

Hormis le cas d'absence du SIEA au rendez-vous précité, l'acceptation d'un Dossier de Fin de Travaux est conditionnée par

- les recettes positives :
 - de dépose de Câble Optique suite à une résiliation de l'une de ses Liaisons (demande de recette à l'initiative du SIEA) ;
 - de percement de grand pied droit de Chambre (demande de recette à l'initiative du SIEA) ;
 - de percement permettant de raccorder avec plus de 4 alvéoles un PM de taille importante ;
- sa conformité à la réalité des travaux réalisés.
- son respect du cahier des charges GC fourni en Annexe 1 et des Règles d'Ingénierie définies en Annexes 2 et 3
- le fait qu'il soit exploitable et permette la diffusion des informations complémentaires nécessaires telles que mentionnées à l'Article 4 -.

Les recettes sont réalisées en Heures Ouvrées sauf demande expresse du gestionnaire de voirie.

Lors de la réalisation des procès-verbaux de recette, si le SIEA détecte une ou plusieurs non-conformités concernant le respect du cahier des charges GC fourni en Annexe 1 et des Règles d'Ingénierie définies en Annexes 2 et 3 et plus généralement de la Convention, le SIEA refuse le Dossier de Fin de Travaux proposé et le retourne à l'Opérateur, en joignant les procès-verbaux de non-conformités motivées.

Pour toute recette non validée pour cause de non-respect des Règles d'Ingénierie et/ou du cahier des charges définies en Annexes 1, 2 et 3, et plus généralement de la Convention, l'accompagnement est facturé sur la base du tarif horaire figurant à l'Article 5 -.

Pour les Dossiers de Fin de Travaux non conformes à la réalité des travaux, le SIEA l'indique à l'Opérateur.

En cas de :

- fourniture du Dossier de Fin de travaux au-delà des délais susvisés ;
- fourniture du Dossier de Fin de travaux incomplet ou non-conforme aux règles d'ingénierie (RI) en version 3 (à partir de la V3 non-conforme),

des pénalités sont dues par l'Opérateur au SIEA. Le montant de ces pénalités est stipulé à l'Article 6 -.

En cas de rejet du Dossier de Fin de Travaux version 3 faisant suite à une Commande Simple ou Commande Structurante, et en application de l'Article 9 -, le SIEA réalise les travaux de mise en conformité aux règles d'ingénieries (RI) requis aux frais exclusifs de l'Opérateur, sans préjudice de tous dommages et intérêts que le SIEA se réserve le droit de réclamer en raison du préjudice subi. De plus, la facturation du montant de l'abonnement concernant l'autorisation de passage d'un Câble Optique se poursuit dans les mêmes conditions qu'initialement prévues dans sa Commande Structurante, cette facturation ne pouvant être mise à jour que par l'acceptation d'un Dossier de Fin de Travaux relatif à un nouveau Bon de Commande de Commande Structurante ou de résiliation émise par l'Opérateur.

En cas de

- constat terrain d'une non-conformité au Dossier de Fin de Travaux ;
- constat terrain d'une non-conformité aux Règles d'Ingénierie et absence de dépose de câble ;

pour ces Commandes Structurantes des pénalités sont dues par l'Opérateur au SIEA. Le montant de ces pénalités est stipulé à l'Article 6 -.

Si lors de la vérification sur site pendant une durée de 60 (soixante) Jours Ouvrés à compter de la date de dépôt de son Dossier de Fin de Travaux, le SIEA détecte une (ou plusieurs) non-conformité(s) avec son Dossier de Fin de travaux, le SIEA applique une (ou plusieurs) pénalité(s) à l'Opérateur jusqu'à la remise en conformité des infrastructures ou, à défaut, jusqu'à la dépose des câbles. Ces pénalités sont décrites à l'Article 6 -.

Quand toutes les recettes s'avèrent positives, que le cahier des charges GC fourni en Annexe 1 et les Règles d'Ingénierie définies en Annexes 2 et 3 sont respectés et que le Dossier de Fin de Travaux est exploitable et conforme aux travaux réalisés, le SIEA accepte le Dossier de Fin de Travaux.

Dans le cas où le Dossier de Fin de Travaux ne correspondrait pas à la Commande Structurante en raison notamment d'aléas de travaux reportés au SIEA et dûment justifiés par l'Opérateur, le montant de l'abonnement mensuel est modifié en conséquence à partir de la date d'acceptation du Dossier de Fin de Travaux par le SIEA.

La date d'acceptation du Dossier de Fin de Travaux constitue la date de mise en service opérationnelle de la ou des Liaison(s) objet de la Commande Structurante. Pour toutes interventions ultérieures, seul le processus SAV est applicable.

Pour les Dossiers de Fin de travaux acceptés par le SIEA, le SIEA se réserve le droit de demander à l'Opérateur une mise aux normes pendant un délai de 60 (soixante) Jours Ouvrés à compter de la date de dépôt de son Dossier de Fin de Travaux si le SIEA constate un non-respect contractuel suite à un contrôle terrain.

Dans le cas d'une dépose de Câbles Optiques suite à une résiliation de Liaison et si la recette est conforme, la résiliation prend effet à la date d'acceptation du Dossier de Fin de Travaux.

Les Liaisons non réalisées ne sont plus facturées à compter de la date d'acceptation du Dossier de Fin de Travaux.

3.4 Informations mises à disposition de l'Opérateur par le SIEA

Dans un délai d'une semaine après signature de la présente Convention, le SIEA mettra à disposition de l'Opérateur sur son portail Web Opérateur, les plans itinéraires de son infrastructure de Génie Civil au format Shape (Lambert 93). Le format et le contenu de ces données est défini dans la Charte de Formalisme disponible en Annexe 5.

Afin de permettre à l'Opérateur de disposer en permanence de données à jour, celles-ci seront exportées tous les vendredis par le SIEA pour pouvoir être téléchargées par l'Opérateur. L'Opérateur pourra demander une pénalité tel que définie au chapitre 6.2 en cas de retard sur la fourniture des informations.

Le SIEA s'engage à ce que les données SIG reflètent fidèlement l'état de son infrastructure de Génie Civil telle que le SIEA en a connaissance. Néanmoins le SIEA ne peut pas s'engager sur l'exhaustivité et l'exactitude de ces données par rapport à ce qui sera constaté sur le terrain. Les données SIG ainsi fournies, ne préjugent pas de la faisabilité du déploiement des câbles de l'Opérateur utilisant les fourreaux de la Collectivité.

Article 4 - Entretien et maintenance des Installations de génie civil

4.1 Principes généraux

Les Parties sont chacune responsables de l'entretien, de la maintenance et des réparations, des installations et des équipements dont elles sont propriétaires.

La Collectivité s'engage à remettre à l'Opérateur à la date d'entrée en vigueur de la Convention l'ensemble des documents techniques relatifs à la situation des installations et qui sont nécessaires à l'intervention de l'Opérateur ou de toute personne agissant pour son compte en vue de la réalisation des opérations de maintenance.

L'Opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux Installations mises à disposition. A défaut il supportera les frais de remise en état des Installations dégradées du fait de l'Opérateur.

4.2 Maintenance préventive

4.2.1 Dispositions applicables à la Collectivité

La Collectivité assure la maintenance préventive de ses Installations.

En cas d'interventions programmées de la Collectivité pour assurer la maintenance préventive de ses Installations :

- dans le cas d'opérations de maintenance courantes (remplacement de Tampon, etc.), le SIEA ne prévient pas l'Opérateur,
- dans le cas d'opérations de maintenance exceptionnelles (reprises de maçonnerie, dépose d'un câble de diamètre supérieur à 21mm) localisées à proximité des Infrastructures de l'Opérateur, le SIEA transmet à l'Opérateur un préavis indiquant les dates, heures et durées prévisionnelles d'intervention afin de lui permettre d'intervenir au cas où ses Infrastructures seraient affectées accidentellement. Un contact opérationnel spécifique pourra être indiqué au SIEA par l'Opérateur. Si les Infrastructures de l'Opérateur sont seules susceptibles d'être affectées par les travaux, le SIEA, convient avec lui, dans toute la mesure du possible, de la plage horaire d'intervention. Dans le cas exceptionnel où, à la demande de l'Opérateur et après étude, les travaux programmés ont lieu en dehors des Jours et Heures Ouvrables, les frais supplémentaires engagés par le SIEA sont à la charge de l'Opérateur.

Les interruptions de service dues à des travaux qui ont été programmés par le SIEA, soit avec un préavis de l'Opérateur supérieur à 15 (quinze) jours calendaires (sauf cas d'urgence), soit en accord avec l'Opérateur et réalisés sur une plage horaire négociée, ne sont pas considérées comme des incidents. A ce titre, elles ne donnent droit à aucune pénalité.

4.2.2 Dispositions applicables à l'Opérateur

L'Opérateur s'engage à maintenir ses Equipements en bon état pendant toute la durée de la présente Convention, à ses frais et sous sa seule responsabilité de manière à ce qu'aucun trouble de jouissance ne soit apporté à l'exploitation des réseaux des différents occupants des Installations.

Pour les besoins de la maintenance préventive de ses équipements situés dans les Installations de la Collectivité, l'Opérateur dispose d'un droit d'accès à tout moment aux installations pendant la durée de la Convention, sous réserve du respect des Conditions d'Intervention définies à l'article 3.3.2 et d'en avoir préalablement averti le SIEA 48 heures à l'avance via l'interface de notification du portail « gc.liain.fr » aux fins d'inspecter ses Équipements et aux fins de les réparer et d'en assurer l'entretien.

Si l'Opérateur constate un défaut affectant les installations, il en informe la Collectivité sans délai.

Si l'Opérateur méconnaît ses obligations de maintenance préventive sur ses Equipements et que cette défaillance porte atteinte au bon fonctionnement des réseaux des différents occupants des Installations, le SIEA peut réaliser sans délai les opérations de maintenance unilatéralement aux frais de l'Opérateur défaillant.

4.3 **Maintenance curative**

4.3.1 Dispositions applicables à l'Opérateur

En cas d'intervention urgente destinée à prévenir toute dégradation risquant d'entraîner la rupture des services fournis par l'Opérateur ou de nature à porter atteinte à l'intégrité de ses Equipements, l'Opérateur - ou les sous-traitants dûment habilités par l'Opérateur - peut sans délai exécuter les travaux nécessaires à la réparation de ses Equipements, à charge pour lui d'informer les services techniques de la Collectivité au plus tard au moment où ils entreprennent les travaux ou, le cas échéant, dès la première heure de réouverture des services de la Collectivité si l'intervention a lieu en dehors des jours et heures ouvrés.

Ces dispositions ne dispensent pas l'Opérateur de respecter, le cas échéant, l'ensemble de la réglementation et des procédures prévues pour les interventions en voirie notamment les autorisations de travaux prévues par le règlement de voirie.

A l'issue de l'intervention, l'Opérateur informera la Collectivité de la nature des travaux de réparation effectués.

Si l'Opérateur méconnaît ses obligations de maintenance curative sur ses Equipements et que cette défaillance porte atteinte au bon fonctionnement des réseaux des différents occupants des Installations, le SIEA peut réaliser sans délai les opérations de maintenance unilatéralement aux frais de l'Opérateur défaillant

4.3.2 Dispositions applicables à la Collectivité

Lorsqu'un incident survient et affecte les Installations de la Collectivité entraînant une défaillance ou une rupture du service assuré par les équipements de l'Opérateur, les Parties conviennent de s'informer réciproquement et sans délai de l'incident. Le SIEA est maître d'œuvre de l'organisation et de l'ordonnancement de la réparation de ses Installations et Equipements.

Dans le cas où cela est possible, l'Opérateur procède à une réparation provisoire de ses Infrastructures, à ses frais, hors Installation, sans préjudice d'éventuel recours en responsabilité conformément à l'article 7 Responsabilité - Assurances. La normalisation (réparation définitive de son Infrastructure) sera effectuée par l'Opérateur, à ses frais, sous un délai de 10 (dix) Jours Ouvrés après réparation de l'Installation par le SIEA, sans préjudice d'éventuel recours en responsabilité conformément à l'article 7 Responsabilité - Assurances.

Dans ce cas, le SIEA informera l'Opérateur de la date de réparation définitive de son Installation.

Les Parties s'informent mutuellement de l'origine de l'accident ou incident et notamment se communiquent l'identité du ou des tiers éventuellement responsables et identifiés afin de permettre à chacun d'exercer les recours auprès de ces tiers. Chaque Partie procédera à ses frais aux réparations de ses biens propres sans préjudice des voies de recours qu'elle se réserve d'exercer à l'encontre des personnes responsables de l'accident ou de l'incident.

4.3.3 SAV

4.3.3.1 Signalisation

L'Opérateur peut déclarer un incident urgent ou non urgent via l'interface de notification du portail « gc.liain.fr » en utilisant les types « SAV urgent » ou « SAV non urgent ».

La demande sera accompagnée d'un dossier technique décrivant le dommage :

- Annexe « Fiche_Conduite_Cassée » pour décrire un fourreau endommagé
- Annexe « Fiche_Chambre » pour décrire un problème dans une chambre
- Annexe_ « Fiche_Support » si le problème concerne un support accompagné de photos (au format libre)

La demande indiquera les coordonnées du technicien client et/ou coordonnées du contact avec qui prendre un rendez-vous si nécessaire

Le SIEA vérifie la conformité de la signalisation (complétude et cohérence des informations fournies par l'Opérateur) et enregistre la signalisation qui est alors prise en compte.

En cas de non-conformité, le SIEA rejette la signalisation. En cas d'incomplétude des informations fournies, l'Opérateur dispose de 24 heures pour compléter sa signalisation, avant rejet par le SIEA.

Au-delà de plus de 5 déclarations dans le mois dont la typologie urgente ou non n'est pas juste, le SIEA appliquera une pénalité forfaitaire tel que définie au chapitre 6.1.

L'opérateur est notifié de la prise en compte avec une réponse dans l'interface de notification du portail « gc.liain.fr ».

4.3.3.2 Traitement de la signalisation

En cas d'interruption d'une Liaison, à savoir détérioration des Installations du SIEA impactant les Infrastructures de l'Opérateur, le SIEA fera ses meilleurs efforts pour rétablir le Service dans le mois suivant la prise en compte de la signalisation, sous réserve d'éventuelles contraintes règlementaires d'intervention en domaine public.

Tout déplacement à tort d'un représentant du SIEA faisant suite à une signalisation envoyée par l'Opérateur et qui ne trouve pas son origine dans les Installations ou dans les obligations du SIEA sera facturé au tarif horaire visé au chapitre 5.2 sur la base du temps passé pour un déplacement urgent avec un minimum de trois (3) heures facturées.

Si l'Opérateur conteste que la signalisation a été transmise à tort, il lui appartient de démontrer que le dysfonctionnement est bien imputable au SIEA.

Selon le degré d'urgence de la signalisation de l'Opérateur et la description de l'incident par l'Opérateur, le traitement de celui-ci sera différent :

- en cas d'urgence,
- dans les autres cas

4.3.3.2.1 Signalisation en cas d'urgence

Afin de pouvoir déclencher la procédure d'urgence vis-à-vis du gestionnaire de voirie, la signalisation en urgence de l'Opérateur pour la réalisation des travaux en urgence doit être justifiée par la sécurité, la continuité du service public ou la sauvegarde des personnes ou des biens, ou en cas de force majeure. Il est de la responsabilité de l'Opérateur de vérifier le caractère urgent de sa signalisation. Lorsque le cas d'urgence est avéré, le SIEA s'engage à répondre à l'Opérateur, en moins de 5 Jours Ouvrés :

- sur les conditions de réparation des Installations endommagées,
- sur les délais prévisionnels de réparation par le SIEA tenant compte de la complexité des travaux et des démarches administratives nécessaires.

Dans le cas où le SIEA ne répondrait pas dans les délais, les pénalités définies au chapitre 6.2 s'appliquent sur demande expresse de l'Opérateur.

4.3.3.2.2 Autre cas : Signalisation sans caractère d'urgence

Le SIEA s'engage à répondre à l'Opérateur, en moins de 10 Jours Ouvrés :

- sur les conditions de réparation des Installations endommagées,
- sur les délais prévisionnels de réparation par le SIEA tenant compte de la complexité des travaux et des démarches administratives nécessaires

Dans le cas où le SIEA ne répondrait pas dans les délais, les pénalités définies au chapitre 6.2 s'appliquent sur demande expresse de l'Opérateur.

4.3.3.3 Suivi et clôture

Le suivi et la clôture de la demande se font par échange de messages relatifs à la notification initiale via l'interface du portail « gc.liain.fr ».

4.4 Réponse aux DT/DICT (Déclarations de projet de travaux / Déclarations d'intention de commencement de travaux)

La Collectivité, propriétaire et gestionnaire des infrastructures d'accueil du réseau de communications électroniques, dépose l'adresse du service gestionnaire des DT/DICT au Guichet Unique.

La Collectivité s'engage, à répondre dans les délais réglementaires aux DT/DICT. Elle se réserve la faculté de confier à toute personne compétente et dûment mandatée par elle, le soin de répondre pour son compte aux DT/DICT.

4.5 Modification des Tronçons

L'Opérateur doit, à la demande de la Collectivité, exclusivement dans l'intérêt du domaine occupé et conformément à sa destination, subir les incidences des déplacements des tronçons de réseau ou des modifications requises sur ceux-ci. Les Parties supportent chacune dans cette hypothèse les coûts correspondants à la modification des Installations ou Equipements dont elles sont propriétaires.

La Collectivité doit, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au contact mentionné dans l'annexe 4, aviser l'Opérateur, au moins trois mois à l'avance, sauf urgence, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications, en précisant les éléments calendaires et techniques en sa possession.

Si les travaux entrepris à l'initiative du gestionnaire du domaine public qui accueille les fourreaux ou de la Collectivité ou de ses concessionnaires de service public dans l'intérêt du domaine occupé conformément à sa destination, sur un des tronçons mis à disposition de l'Opérateur, entraînent l'interruption de cette mise à disposition, les Parties se rapprochent afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'Opérateur.

Dans cette hypothèse, les Parties se concertent pour trouver une possibilité de basculer les Installations concernées vers d'autres installations disponibles. A défaut d'accord, l'Opérateur peut résilier la partie de Convention portant sur le tronçon de fourreau concerné sans application du préavis de trois mois et sans que cela donne droit à une indemnité pour la Collectivité ou pour l'Opérateur.

Article 5 - Redevance et modalités de paiement

5.1 Redevance d'occupation du Génie Civil

La redevance annuelle pour l'occupation par l'Opérateur des fourreaux du SIEA dépend du linéaire de fourreaux occupé. Il en est de même pour les installations aériennes.

La redevance annuelle est fixée à un euro et six centimes d'Euros Hors taxe (1.06 € HT) x l
Avec l qui représente le linéaire de fourreaux et installations aériennes du SIEA occupés en mètre.

La redevance est payable annuellement au début de chaque année. Elle fait l'objet de l'émission d'un titre de recette par la Collectivité adressé à l'Opérateur.

La première échéance sera calculée prorata temporis à compter de la date de la commande d'accès par l'Opérateur.

La dernière échéance sera calculée prorata temporis jusqu'au jour du terme de la Convention ou à la date d'effet de la résiliation pour quelque cause que ce soit.

Les redevances sont révisées au 1^{er} janvier de chaque année par application de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics.

5.2 Tarifs annexes

Les prestations annexes suivantes engendreront une tarification du SIEA à l'Opérateur:

- accompagnement de l'Opérateur sur demande de celui-ci par un personnel de la Collectivité pour le repérage de certaines installations ou pour toute autre raison :
 - Déplacement ou accompagnement en Jours et Heures Ouvrés : 80 € HT / heure
 - Déplacement ou accompagnement en dehors des Jours et Heures Ouvrés : 160 € HT / heure
 - Déplacement ou accompagnement Urgent en Jours et Heures Ouvrés: 120 € HT / heure
 - Déplacement ou accompagnement Urgent en dehors des Jours et Heures Ouvrés : 240€ HT / heure.
- Mise à disposition des plans itinéraires :
 - Forfait annuel : 1200.00€ HT/an

Ces tarifs annexes sont valables pour l'année 2024. Ils pourront faire l'objet de révision une fois chaque année après délibération au comité syndical.

Les prestations annexes suivantes engendreront une tarification de l'Opérateur au SIEA :

- Remplacement ou renforcement de support aérien : 209 €/support

5.3 Modalités de paiement

Le paiement s'effectue trente jours après présentation par la trésorerie de la Collectivité d'un titre de mise en recette.

Le titre de recette doit être adressé à l'adresse suivante :

Toute somme non payée à l'échéance prévue peut donner lieu au paiement de pénalité de retard, calculée sur la base d'un coefficient égal à une fois et demie le taux d'intérêt légal en vigueur. Ces pénalités courent à compter du trente et unième jour suivant l'échéance de paiement jusqu'au jour du paiement effectif.

Le comptable public peut également décider de mettre la somme en recouvrement conformément aux règles de la comptabilité publique.

Article 6 - Pénalités

Chaque pénalité journalière due par le SIEA et due par l'Opérateur est plafonnée à 120 Jours Ouvrés. Chaque pénalité horaire due par le SIEA et due par l'Opérateur est plafonnée à 120 Heures ouvrables.

Lorsqu'un manquement contractuel du SIEA ou de l'Opérateur donne lieu au versement d'une pénalité, celle-ci constitue une indemnité forfaitaire, libératoire et définitive couvrant la totalité du préjudice subi pour le manquement considéré. De ce fait le SIEA ou l'Opérateur renonce à toute action en responsabilité contractuelle fondée sur une demande de réparation du préjudice subi pour le même motif.

Cependant, les pénalités ne sont pas libératoires lorsque :

- Il s'agit de réparer un préjudice distinct de l'objet visé par la pénalité
- Il s'agit de réparer le préjudice subi par des tiers

6.1 Pénalités à la charge de l'Opérateur

6.1.1 Périmètre de l'application des pénalités

Lorsque le manquement est instantané (par exemple, absence de port d'un équipement de sécurité), la pénalité est appliquée autant de fois que le manquement est constaté ; lorsque le manquement est continu (par exemple, non fourniture du DFT) la pénalité est journalière et due à compter du jour où le manquement a été dûment constaté jusqu'au jour où le SIEA constate que le manquement a cessé.

En cas de manquement continu et pour certains types de commandes, un montant forfaitaire est également dû en complément de la pénalité journalière.

Les pénalités sont dues en particulier dans les cas suivants :

- Intervention de l'opérateur sans :
 - disposer de l'accusé de réception par le SIEA de la déclaration d'engagement de ses sous-traitants et des sous-traitants éventuels de ces derniers auprès du SIEA ;
 - disposer de l'accusé de réception par le SIEA de sa Commande d'études, Commande Simple ou Commande Structurantes ;
 - avoir sollicité ou bénéficié de l'accompagnement des agents du SIEA lorsque cela est nécessaire,

- disposer de l'acceptation par le SIEA de la commande d'accès aux installations, avant réalisation de ses travaux,
- avoir obtenu les autorisations administratives, et autres, nécessaires à son intervention,
- Non-respect :
 - des règles d'ingénierie du SIEA figurant en annexe de la Convention ;
 - du cahier des charges GC du SIEA fourni en annexe de la Convention ;
 - de l'obligation de fourniture du Dossier de Fin de Travaux dans les conditions prévues dans la Convention ;
 - de toute demande du SIEA relative à la transmission des demandes de renseignements prévues par les articles L 554-1 à L 554-5 du code de l'environnement et des textes réglementaires pris en application de cette législation.

6.1.1.1 Commandes Structurantes

Le constat de non-conformité peut faire l'objet d'une demande du SIEA de versement d'une pénalité par l'opérateur, pour les commandes structurantes.

Lorsque la non-conformité est continue, la pénalité est composée d'un forfait et d'un montant journalier. Elle est due à compter du jour où la non-conformité a été dûment constatée jusqu'au jour où le SIEA reçoit un dossier correctif pour la non-conformité constatée.

L'opérateur peut être contraint d'aller jusqu'à la dépose de câble en cas de non-respect des règles d'ingénierie pour faire cesser la non-conformité.

Les non-conformités concernées par l'application d'un forfait et d'une pénalité journalière sont :

- dossier de fin de travaux incomplet ou non conforme.
- non-respect des règles d'ingénierie.

Les non-conformités concernées par l'application d'un forfait sont :

- non-respect des processus,
- non-conformité au dossier de fin de travaux constatée lors d'un contrôle terrain : pénalité forfaitaire par tronçon. Dans ce cas la mise en conformité peut aller jusqu'à la dépose de câble.

La non-conformité concernée par l'application d'une pénalité journalière est :

- non fourniture du dossier de fin de travaux.

6.1.1.2 Commandes simples

Le constat de non-conformité peut faire l'objet d'une demande du SIEA de versement d'une pénalité par l'opérateur, pour les commandes simples.

Lorsque la non-conformité est continue, la pénalité est composée d'un forfait et d'un montant journalier. Elle est due à compter du jour où la non-conformité a été dûment constatée jusqu'au jour où le SIEA reçoit un dossier correctif pour la non-conformité constatée.

L'opérateur peut être contraint d'aller jusqu'à la dépose de câble en cas de non-respect des règles d'ingénierie pour faire cesser la non-conformité.

Les non-conformités concernées par l'application d'un forfait et d'une pénalité journalière sont :

- dossier de fin de travaux incomplet ou non conforme.
- non-respect des règles d'ingénierie.
- absence ou retard de représentant en cas de déplacement du personnel
- occupation sans droit ni titre : application de frais de gestion supplémentaires et majoration de la redevance afférente

Les non-conformités concernées par l'application d'un forfait sont :

- non-respect des processus,

non-conformité au dossier de fin de travaux constatée lors d'un contrôle terrain : pénalité forfaitaire par tronçon. Dans ce cas la mise en conformité peut aller jusqu'à la dépose de câble.

La non-conformité concernée par l'application d'une pénalité journalière est :

- non fourniture du dossier de fin de travaux.

Les montants de pénalités sont stipulés ci-dessous avec la description des différents cas de gestion.

6.1.1.3 SAV

Les déclarations de SAV se font suivant le processus défini au chapitre 4.3.3.1. Elles sont de type urgent ou non urgent. Une pénalité définie dans le chapitre 6.1 s'applique si la typologie mentionnée est erronée à plus de 5 reprises dans le mois.

6.1.2 Montant des pénalités

Type de Commande	Libellé de la pénalité	Unité	Montant unitaire HT
Commande Structurante ou Commande Simple	Non fourniture du dossier de fin de travaux dans les délais (pénalité journalière)	pour chaque jour ouvré de retard	0,37 €
	Non-conformité du dossier de fin de travaux à partir de la version 3 : dossier non complet ou non conforme (pénalité forfaitaire)	par dossier	200 €
	Non-conformité du dossier de fin de travaux à partir de la version 3: dossier non complet ou non conforme (pénalité journalière)	pour chaque jour ouvré de retard	0,37 €
	Non-conformité du dossier de fin de travaux à partir de la version 3 : non-conformité des RI (pénalité forfaitaire)	par non-conformité	250 €
	Non-conformité du dossier de fin de travaux à partir de la version 3 : non-conformité des RI (pénalité journalière)	pour chaque jour ouvré de retard	12,50 €
	Terrain non conforme (pénalité forfaitaire)	par Tronçon	250 €
	Absence ou retard de représentant en cas de déplacement du personnel (pénalité journalière)	par heure de retard ou d'absence	120 €
	Occupation sans droit ni titre	Par tronçon et par jour	3,7 €
SAV	Typologie de déclaration urgente ou non urgente erronée (tel que définie dans les chapitres 4.3.3.1 et 6.1.1.3)	Par mois	100 €

6.1.3 Modalités concernant l'application des pénalités

Les pénalités à charge de l'Opérateur ne sont pas suspensives de la fourniture de la documentation ou des travaux prescrits et sont les suivantes :

- Pour toute Commande Simple ou Commande Structurante :

- Pour défaut de fourniture du dossier de fin de travaux dans les délais : une pénalité journalière est due pour chaque jour ouvré de retard.
- Pour fourniture du dossier de fin de travaux incomplet ou non conforme en troisième version (à partir de la V3 non conforme) : une pénalité forfaitaire et journalière est due pour chaque jour ouvré de retard dans la fourniture d'un dossier de fin de travaux correctif.
- Pour non-respect des règles d'ingénierie constatées sur le dossier de fin de travaux en troisième version (à partir de la V3 non conforme) : une pénalité forfaitaire et journalière est due pour chaque jour ouvré de retard dans la fourniture d'un dossier de fin de travaux correctif.
- Suite constat terrain d'une non-conformité aux dossiers de fin de travaux : pénalité forfaitaire.

Les types de pénalités applicables par type de cas de gestion sont précisés dans la Convention.

6.2 Pénalités à la charge du SIEA

Les pénalités ci-dessous s'appliquent sur demande justifiée de l'Opérateur

Production

Libellé de la pénalité	Unité	Montant unitaire € HT
Dépassement des délais d'accusé de réception d'une commande d'accès (structurante ou simple) tel que défini au chapitre 3.3.3.	Jour Ouvré	0,38
Non-respect du délai de traitement du Dossier de Fin de Travaux tel que défini au chapitre 3.3.3.	Jour Ouvré	0,38
Dépassement des délais pour informer l'Opérateur de la faisabilité et du délai prévisionnel de réparation par le SIEA, en cas de notification conduites cassées en production tel que défini au chapitre 3.3.2.6	Jour Ouvré	0,38
Dépassement des délais pour accompagner l'Opérateur en phase étude ou travaux tel que défini dans le chapitre 3.3.6 (Percement de grand pied droit).	Jour Ouvré	0,38

SAV

Libellé de la pénalité	Unité	Montant unitaire € HT
Dépassement des délais pour informer l'Opérateur de la faisabilité et du délai prévisionnel de réparation par le SIEA, en cas de signalisation en SAV, sans urgence tel que défini au chapitre 4.3.3	Jour Ouvré	2,64
Dépassement des délais pour informer l'Opérateur de la faisabilité et du délai prévisionnel de réparation par le SIEA, en cas de signalisation en SAV, en urgence tel que défini au chapitre 4.3.3	Jour Ouvré	6,6

Autres

Libellé de la pénalité	Unité	Montant unitaire € HT
------------------------	-------	-----------------------

Non-respect du délai de fourniture des Plans d'Itinéraires (PIT) tel que défini au chapitre 3.4	Mois	100 €
--	------	-------

Article 7 - Responsabilité - Assurances

7.1 Responsabilité

L'Opérateur est responsable, tant vis à vis de la Collectivité que des tiers, de tous dommages matériels directs qui pourraient résulter du déploiement et/ou de l'exploitation de ses Equipements et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux Installations appartenant à la Collectivité à l'exclusion expresse de la réparation des dommages indirects et/ou immatériels.

Les dommages indirects et/ou immatériels, au sens de la présente convention, sont ceux qui ne résultent pas directement de son fait fautif ou de celui de l'un de ses cocontractants. Il s'agira, en particulier, de toute perte de chiffre d'affaires, de bénéfice, de profit, d'exploitation, de renommée ou de réputation, de clientèle, préjudice commercial, économique et autre perte de revenus.

En cas de coupure accidentelle des Installations, toutes les réparations par la Collectivité ne couvriront que l'indemnisation du préjudice direct personnel et certain lié aux dommages constatés sur les Equipements, à l'exclusion expresse de la réparation des dommages indirects et/ou immatériels comme précédemment définis. En toute hypothèse, ne constituent pas un préjudice direct indemnisable au sein de la présente convention, les pertes de profit et les préjudices commerciaux.

En revanche constituent un préjudice matériel direct les pénalités contractuelles dues par l'opérateur à ses clients en cas d'interruption du service (Garantie Temps de Rétablissement ou Garantie Temps d'Intervention)

En aucun cas la responsabilité de la Collectivité ne peut être recherchée à l'occasion d'un litige provenant de l'exploitation par l'Opérateur de ses propres installations.

La redevance due par l'Opérateur est cependant diminuée à proportion de la durée de la suspension du fonctionnement du réseau. Toutefois, la redevance pourrait être maintenue en l'état si la suspension du fonctionnement du réseau résulte d'une faute de l'Opérateur.

L'Opérateur fait son affaire personnelle de toutes actions récursoires intentées contre la Collectivité par des tiers, ainsi que des réclamations de toute nature auxquelles peuvent donner lieu ses Equipements et son activité, de façon à ce que la Collectivité ne puisse être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

Dans tous les cas, la responsabilité totale cumulée de l'Opérateur n'excède pas la limite de 50 000 (cinquante mille) euros par an.

De même, la responsabilité totale cumulée de la Collectivité n'excède pas la limite de 50 000 (cinquante mille) euros.

7.2 Assurance

L'Opérateur déclare que le montant des capacités souscrites auprès de son ou ses assureur(s) lui permettent de couvrir l'entièreté des risques de dommages et de responsabilité, dans les limites

contractuelles visées ci-dessus qui seraient susceptibles de se réaliser du fait de son activité faisant usage des installations mises à disposition par la Collectivité.

Article 8 - Modification

Toute modification du contenu de la présente Convention fait l'objet d'avenants.

Article 9 - Sanctions en cas de manquement de l'opérateur

Le SIEA se réserve le droit de procéder à tout moment, à des contrôles inopinés sur chantier et/ou par sondages visant à vérifier le respect par l'Opérateur et/ou ses sous-traitants, de l'ensemble des obligations prévues dans la présente Convention.

Tout contrôle effectué par le SIEA fait l'objet d'un compte-rendu de visite rédigé et envoyé par le SIEA à l'Opérateur.

Le compte-rendu de visite sera, le cas échéant, complété par un constat de dommages aux ouvrages.

En cas d'inexécution par l'Opérateur de l'une quelconque des obligations prévues dans la présente Convention entraînant un dommage matériel, sans préjudice de l'application des pénalités ou du droit pour le SIEA de procéder à la suspension et/ou la résiliation de tout ou partie de la Convention ou d'une ou plusieurs Liaisons et de son droit d'engager une action judiciaire en dommages-intérêts dans les hypothèses non visées dans l'article 6 Pénalités, l'Opérateur aura l'obligation, après qu'il en aura reçu la demande par lettre recommandée avec la demande d'avis de réception :

1. De réparer à ses frais les dommages occasionnés et de remettre en leur état initial les Installations du SIEA, les Equipements de tiers, et d'une manière générale, les réseaux du SIEA et des tiers affectés
2. De déposer les Equipements ou tout élément de réseau indûment déployés, étant entendu qu'à défaut de déposer sans délai, le SIEA se réserve la possibilité de démonter ces Infrastructures et éléments aux frais exclusifs de l'Opérateur.

Par ailleurs, le SIEA se réserve la possibilité de suspendre toutes les Commandes de prestations concernées sur la Zone de Commande où le manquement spécifique a été constaté, déchargeant le SIEA de toute pénalité due au non-respect des délais de livraison et entraînant de facto la suspension du chantier concerné.

Après envoi par l'Opérateur d'une lettre recommandée avec accusé de réception faisant état de la correction des manquements spécifiques et demandant la reprise de ses travaux de déploiement de ses Infrastructures, le SIEA délivre après contrôle une autorisation de reprise de travaux par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10 - Résiliation de la Convention ou d'une Liaison

10.1 Résiliation à l'initiative de la Collectivité

10.1.1 Résiliation de la Convention de plein droit sans indemnité

La présente Convention peut être résiliée de plein droit par la Collectivité, sans indemnité pour l'Opérateur, en cas de dissolution de ce dernier ou s'il se trouve en état de liquidation judiciaire.

Dans les cas susvisés, la résiliation est prononcée par le représentant de la Collectivité, qui en informe au préalable l'Opérateur par LRAR. La résiliation est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation de la Convention entraîne la résiliation de l'ensemble des Liaisons.

10.1.2 Résiliation de la Convention dans l'intérêt du domaine public non routier occupé ou dans l'intérêt général

La Collectivité peut résilier la présente Convention pour les nécessités de l'utilisation ou de la préservation des dépendances du domaine public ou pour des motifs tenant à l'intérêt général.

Dans les cas susvisés, la résiliation est prononcée par le représentant de la Collectivité et est notifiée à l'Opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le représentant de la Collectivité est tenu d'en aviser l'Opérateur dans un délai de six mois avant sa date de prise d'effet sauf urgence.

La résiliation de la Convention entraîne la résiliation de l'ensemble des Liaisons.

La résiliation de la Convention dans l'intérêt du domaine public non routier occupé ou pour tout autre motif d'intérêt général ne donne droit à aucune indemnisation de l'Opérateur.

10.1.3 Résiliation de la Convention ou de Liaisons en cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'Opérateur

La Collectivité peut en cours d'exécution de la Convention, à tout moment, en cas de non-respect par l'Opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure, restée infructueuse pendant plus de trente jours calendaires, à son choix, mettre un terme à l'ensemble de la Convention, ou mettre un terme uniquement aux Liaisons objets des inexécutions.

Dans ce cas, la résiliation prononcée par le représentant de la Collectivité est notifiée à l'Opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception et prend effet immédiatement.

Le cas échéant, la résiliation de la Convention entraîne la résiliation de l'ensemble des Liaisons.

L'Opérateur reconnaît expressément qu'une telle résiliation peut être faite sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité de la part de la Collectivité.

10.1.4 Résiliation de la Convention ou d'une Liaison d'un commun accord

La Collectivité peut, en cours d'exécution de la Convention, mettre un terme, à l'ensemble de la Convention ou à une ou plusieurs Liaisons particulières, à l'amiable sur simple demande de l'Opérateur dans les conditions visées à l'article 10.2.1.

10.2 Renoncement à l'exécution de la Convention à l'initiative de l'Opérateur

10.2.1 Renoncement de plein droit

L'Opérateur peut renoncer de plein droit et à tout moment, au bénéfice de la présente Convention ou à une ou plusieurs Liaisons, sous réserve d'en informer la Collectivité par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins six (6) mois à l'avance. La Collectivité procédera alors à une résiliation d'un commun accord.

En cas de renoncement au bénéfice de la présente convention ou à une ou plusieurs liaisons, avant le terme d'une période minimum d'engagement fixée à deux ans, sera due à la collectivité une pénalité forfaitaire et libératoire correspondant au montant hors taxe de l'abonnement (ou des abonnements) pour la période restant à courir jusqu'à l'expiration de ladite durée minimale.

10.2.2 Renoncement en cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par la Collectivité

L'Opérateur peut en cours d'exécution de la Convention, à tout moment, en cas de non-respect par la Collectivité de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente jours calendaires, à son choix, mettre un terme à l'ensemble de la Convention, ou mettre un terme uniquement aux Liaisons objets des inexécutions.

Dans ce cas, le renoncement est prononcé et notifié à la Collectivité par lettre recommandée avec accusé de réception. La Collectivité doit alors procéder à une résiliation d'un commun accord telle que visée au premier alinéa de l'article 10.1.4., sans préjudice de toute indemnité à laquelle peut prétendre l'Opérateur.

Article 11 - Sort des Équipements au terme de la Convention ou d'une Liaison

11.1 Obligation d'enlèvement.

Au terme de la Convention, ou en cas de résiliation d'une ou plusieurs Liaisons ou de l'ensemble de la Convention, pour quelque cause que ce soit, les Equipements qui ont été déployés par l'Opérateur sur une ou des Liaisons devront être enlevés par ce dernier. Le retrait des équipements s'effectuera à ses frais (sauf la situation prévue à l'article 11.2.3), dans un délai déterminé par la Collectivité et qui ne saurait être inférieur à trois mois suivant la date d'arrivée du terme de la Convention et les lieux remis en leur état désigné par le procès-verbal de réception.

Au moins dix jours ouvrés avant la date souhaitée pour les travaux, l'Opérateur contacte l'interlocuteur technique de la Collectivité pour convenir de la date du début des travaux de dépose.

Cette prestation est à la charge de l'Opérateur. Le procès-verbal contradictoire, établi et signé par les deux Parties, précise :

- la date et l'heure de début et de fin d'intervention de l'Opérateur ;
- les réserves de la Collectivité sur les désordres constatés.

11.2 Sanction en cas de non-respect de l'obligation d'enlèvement.

11.2.1 Faculté de substitution de l'opérateur par la Collectivité.

Si l'Opérateur ne satisfait pas à cette obligation, la collectivité lui notifiera son obligation de dépose par lettre recommandée avec accusé réception. Faute de quoi la Collectivité pourra unilatéralement se substituer à l'Opérateur pour retirer les Equipements en cause aux frais de l'Opérateur après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois suivant la notification susvisée.

Dans cette hypothèse, le coût de l'enlèvement des équipements de l'Opérateur dont le paiement sera mis à la charge de ce dernier sera majoré de 10 % pour frais de maîtrise d'œuvre. Ces sommes seront exigibles dès la fin des travaux d'enlèvement assumés par la Collectivité et payable par l'Opérateur sans délai.

11.2.2 Pénalité de retard.

Si l'Opérateur ne satisfait pas à cette obligation d'enlèvement, soit suite à la notification de la résiliation prononcée en application de l'Article 10 -, soit au terme normal de la présente Convention, l'Opérateur est redevable envers la Collectivité d'une pénalité contractuelle égale à 1/100e de la redevance de l'année considérée par jour de retard d'enlèvement, sauf évènement de force majeure qui prolongerait le délai susvisé.

11.2.3 Exception : remise gratuite

Si les Parties le souhaitent, la Collectivité peut dispenser l'Opérateur de procéder à l'enlèvement de tout ou partie de ses équipements. Dans cette hypothèse, et après accord écrit des Parties, les Équipements de l'Opérateur non enlevés deviendront gracieusement la propriété de la Collectivité.

La Collectivité restera propriétaire des Installations mises à disposition de l'Opérateur. La présente Convention ne confère aucun droit réel sur les Installations mises à disposition par la Collectivité.

Article 12 - Force majeure

Un cas de force majeure est tout évènement imprévisible, irrésistible et extérieur aux Parties.

Lorsqu'une partie se prévaut d'un cas de force majeure, elle devra démontrer son existence au regard des critères retenus par la loi et la jurisprudence.

Le cas de force majeure suspend les obligations de la Partie concernée pendant le temps où jouera la force majeure. Néanmoins, les Parties s'efforceront d'en minimiser dans toute la mesure du possible les conséquences.

Si un cas de force majeure met l'une des Parties dans l'incapacité de remplir ses obligations contractuelles relativement à une ou plusieurs Commandes pendant plus de 30 jours calendaires consécutifs, l'une ou l'autre des Parties pourra mettre fin à la ou les Commandes concernées après envoi d'un courrier recommandé avec avis de réception sans qu'aucune indemnité ne puisse être invoquée par l'une ou l'autre des Parties.

Les Parties ne seront alors plus tenues au respect de leurs obligations à l'exception notamment de celles résultant des articles « Propriété intellectuelle » et « Confidentialité », sans qu'aucune indemnité ou pénalité, à quelque titre que ce soit, ne soit due de part ni d'autre.

Article 13 - Élection de domicile

La Collectivité et l'Opérateur élisent domicile aux adresses indiquées en tête des présentes. Toute notification à effectuer dans le cadre de la présente Convention est faite par écrit aux adresses susvisées sans préjudice des stipulations de l'article 3.1.

Toute modification fait l'objet d'une notification à l'autre Partie dans les plus brefs délais.

Article 14 - Règlement des litiges

En cas de litige, chacune des Parties désigne sauf procédure d'urgence, dans un délai d'un mois à compter de la demande de l'une ou l'autre des Parties notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, un ou plusieurs représentants. Ces représentants recherchent une solution amiable dans un délai de un (1) mois à compter de la nomination du dernier représentant.

A défaut d'accord amiable, au terme de ce délai, le litige peut être porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Article 15 - Confidentialité

Les Parties s'engagent à considérer comme confidentiels, le contenu des annexes de la Convention ainsi que tous les documents, informations et données, quel qu'en soit le support, qu'elles s'échangent à l'occasion de la négociation ou de l'exécution de la Convention (ci-après dénommés « Données Confidentielles »).

Au titre du présent article, le terme « Partie émettrice » signifie la Partie qui communique des Données Confidentielles et le terme « Partie réceptrice » signifie la Partie qui reçoit les Données Confidentielles communiquées par la Partie émettrice.

Les Parties s'engagent pendant la durée de la Convention et les trois (3) années qui suivront la cessation des prestations, objet de la Convention, à ce que toutes les Données Confidentielles :

- soient protégées et gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de précaution et de protection que les Parties accordent à leurs propres informations confidentielles et,
- ne soient pas utilisées à d'autres fins que l'exécution par chacune des Parties de ses obligations au titre de la présente Convention et,
- ne soient divulguées aux membres du personnel de la Partie réceptrice ou aux représentants dûment habilités relevant d'autres services, filiales ou partenaires que si elles sont nécessaires à la stricte exécution de la Convention et ne soient utilisées par ces derniers que dans le but défini par les présentes et dans des conditions de confidentialité équivalentes dans le principe à celles applicables entre les Parties au titre des présentes. Chacune des Parties se porte fort du respect de ces conditions auprès des membres de son personnel et des tiers précités.

Par dérogation, lorsqu'aucune obligation de confidentialité n'a été violée, les obligations de confidentialité, édictées au présent article, ne s'appliquent pas aux Données Confidentielles :

- dont la communication a été autorisée préalablement et par écrit par la Partie émettrice ou,
- dont il est démontré, par une preuve écrite, qu'au moment de leur communication à la Partie réceptrice, elles appartenaient déjà au domaine public ou,
- dont il est démontré, par une preuve écrite, qu'au moment de leur communication à la Partie réceptrice, elles étaient préalablement connues de cette dernière ou,
- qui concernent des projets mis au point par chaque Partie indépendamment de l'exécution de la Convention, à la condition qu'un tel développement indépendant puisse être établi d'une façon adéquate par des preuves écrites antérieures à la révélation des Données Confidentielles par la Partie réceptrice ou,
- qui ont été révélées à la Partie réceptrice par des tiers de bonne foi, non tenus par une obligation de confidentialité ou,

- que l'une des Parties doit produire nécessairement pour faire valoir ses droits ou prétentions dans le cadre d'une action en justice relative à la formation, l'interprétation ou l'exécution de la Convention.

La Partie réceptrice s'engage à restituer à la Partie émettrice, sur demande expresse et écrite de cette dernière, au terme de la Convention, l'ensemble des supports restituables des Données Confidentielles et à défaut, de fournir à la Partie émettrice une attestation de leur destruction.

Article 16 - Effet de l'arrivée du terme ou de la résiliation

L'arrivée du terme ou la résiliation de la présente Convention laissera intacts les droits déjà nés de chaque Partie à l'égard de l'autre.

L'engagement de confidentialité qui concerne les dispositions de la présente Convention soumises au secret des affaires (Annexe 5) doit être respecté pendant toute la durée de la Convention et pendant une durée de trois (3) ans après qu'elle sera venue à échéance ou à compter de sa date de résiliation

Les dispositions de l'Article 11 - de la présente Convention perdurent au-delà du terme de la présente Convention ou de sa date de résiliation jusqu'au jour du retrait effectif de l'ensemble des Équipements déployés par l'Opérateur.

Article 17 - Notification

Chaque notification, demande, certification ou communication est signifiée ou faite au titre de la présente Convention par écrit et est remise en mains propres, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception (lorsque prévu par la Convention).

Article 18 - Annexes

Annexe 1 : Cahier des charges GC

Annexe 2 : Règles d'ingénierie relatives au réseau souterrain

Annexe 3 : Règles d'ingénierie relatives au réseau aérien

Annexe 4 : Coordonnées des interlocuteurs de chaque partie.

Annexe 5 : Annexes de commande du portail Génie Civil du SIEA :

- Charte de formalisme des fichiers
- Engagement sous-traitant GC_SIEA
- PPR_GC_SIEA
- Annexe CS1
- Annexe CS2
- Annexe CSi
- FOA
- Fiche Support
- Fiche Conduite Cassée
- Fiche Chambre
- Compte rendu d'accompagnement
- Procès-verbal de recette

La version en vigueur de chacun des documents mentionnés ci-dessus et constituant l'annexe 5 est celle disponible sur le portail Génie Civil du SIEA au jour de leur signature.

Fait en deux exemplaires comprenant chacun 33 pages, sans renvoi ni mot nul.

A Bourg-en-Bresse, le

Pour la Collectivité (Nom et Qualité)

Pour l'Opérateur (Nom et Qualité)